

La libéralisation des investissements et l'Afrique: le cas du secteur extractif

Kabinet CISSE, Economiste

Directeur Exécutif du CECIDE (Guinée-Conakry)

E-Mail: cecideomc@yahoo.fr

En filigrane

Rappel contextuel des investissements étrangers

- 1- Afrique et la libéralisation des investissements ?
- 2- Dans quel contexte régional, les investissements miniers se libéralisent?
- 3- Les mines, secteur de concentration des flux d'investissement entrant, et pour quelles raisons?
- 4- Etude de cas des investissements miniers: puissances émergentes dans le secteur minier guinéen
- 5- Les enseignements à tirer de la forte libéralisation des investissements dans le secteur minier à prendre en compte dans le processus ZLEC

Rappel contextuel

Un changement important dans la perception du rôle des investissements étrangers en Afrique est observable dans les démarches politiques et les cadres juridiques régulateurs de promotion et la gestion des flux d'investissement reçus en Afrique:

Dans les années 70, la démarche a été influencée par deux considérations:

- ✓ **d'ordre politique** (risque de perte de souveraineté nationale);
- ✓ **d'ordre économique** (déséquilibre de la balance des paiements à cause des rapatriements des bénéfices, des concurrences exacerbées, pour les entreprises locales pouvant conduire à des risques d'instabilité sociale surtout s'il s'agit des secteurs sociaux comme l'électricité, l'eau.

- De nos jours, la ***transformation structurelle*** dans laquelle se trouvent aujourd'hui les économies africaines, est soumise à des très fortes contraintes de financements
- Des efforts politiques importants alors consentis dans nombreux pays du continent pour **attirer les investissements étrangers**, à travers des cadres institutionnel et légal (code d'investissement, Code de la fiscalité, Code minier).

Conséquences

- ▶ Au regard des besoins de développement et la taille des économies en Afrique, les investissements internationaux, deviennent pour la plupart des pays, une source importante de financement du développement, comparés aux ressources émanent de la coopération au développement et aux rémittences;
- ▶ Plus de sollicitation des STN par rapport aux agences de coopération (*création de la riche (PIB) et de l'emploi*).

1- L'Afrique et la libéralisation des investissements ?

Tendance mondiale

| Années | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|
| Flux mondiaux d'IED (En milliards de dollars) | 1,473 | 2,003 | 1,816 | 1,216 | 1,700 | 1,300 | 1,450 | 1600 | 1,800 |

Source : rapport CNUCED 2013 sur l'investissement dans le monde .

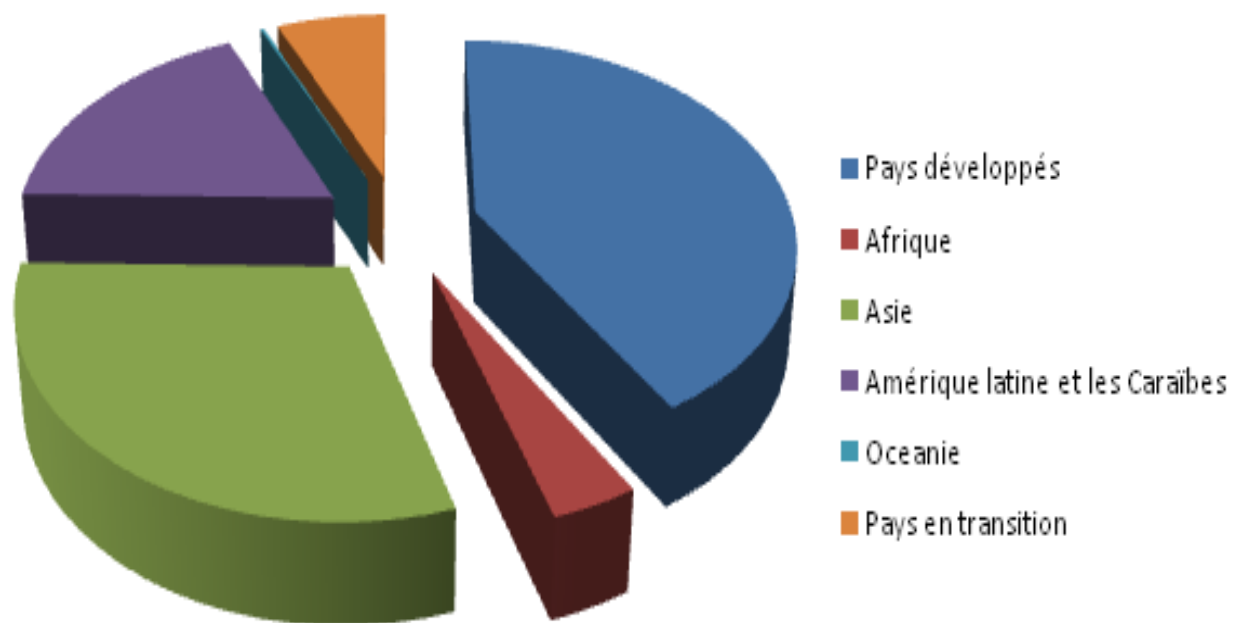
IDE en Afrique en **2011/48 milliards (2,8%)**; **2012/55 milliards (4,1%)** et **2013/57 milliards (3,9%)**.

Afrique et la libéralisation des investissements ? (suite)

l'Afrique absente des 20 principales destinations de l'IDE en 2011:

Singapore, Australia, United Kingdom, British Virgin Islands, Brazil, Hong Kong, China, United States, Sweden, Kazakhstan, Colombia, Indonesia, France, India, Spain, Luxembourg, Ireland, Chile, Canada, Russian Federation

Flux d'IDE par régions en 2012 (CNUCED, 2013)



2- Dans quel contexte régional, les investissements miniers se libéralisent

- ▶ Un sous-sol encore sous exploré et sous exploité (nouveaux producteurs de pétrole ou de l'or) ;
- ▶ Une forte pression sur les ressources naturelles avec des empreintes graves sur le plan social et environnemental (à effet de recul sur certains secteurs vitaux telles que l'agriculture, l'exploitation artisanale, la pêche artisanale et la dérégulation climatique) ;
- ▶ Des cadres juridiques (codes des activités économiques, codes d'investissement, codes miniers) d'orientation libérale, élaborés ou révisés dans le cadre des réformes économiques et fiscales, parrainées le rouleau compresseur BM-FMI;
- ▶ Des économies moins compétitives (manque d'infrastructures et énergétiques) ;
- ▶ Faible niveau de capacités des administrations nationales en charge de l'encadrement des activités extractives, depuis l'octroi des permis de recherche aux négociations d'Accords et de contrats miniers.

3- Les mines, secteur de concentration des flux d'investissement entrant, et pour quelles raisons?

Plusieurs études récentes ont noté la tendance concentrant des flux investissements entrants sur le continent dans le secteur extractif. Ce fait est subséquent de certaines réalités:

- *La théorie de la corrélation entre la tendance de l'industrialisation d'un pays focalisée sur sa dotation en ressources naturelles (Rapport BAD-WWF "Avenir Ecologique de l'Afrique " publié en 2015;*
- *Des réformes importantes menées ayant entraîné un début de la rupture de gèle des ressources minières par les premiers partenaires miniers ainsi que la transparence des règles d'entrée dans le secteur;*
- *Le retrait de grands mastodontes miniers occidentaux, bousculés par la rentrée fulgurante des puissances émergentes dans l'industrie minière, en vue de répondre aux besoins de leur économie.*

Les projets miniers au cœur des intérêts des grands contributeurs à l'IDE en Afrique

- ▶ **l'Inde** (l'agriculture, la santé, l'énergie, les mines, l'infrastructure, les télécommunications;...);
- ▶ **Les Emirats Arabes Unis** (l'agriculture, les banques et l'énergie, les infrastructures, les télécommunications, les transports et les services en général, ainsi que le tourisme, les mines);
- ▶ **la Chine** s'impose comme un géant de l'investissement en Afrique avec plus de 75 milliards de dollars investis dans les secteurs du transport, l'énergie, les mines et l'immobilier entre 2000 et 2011.

Quel est le poids des investissements des marchés émergentes dans l'industrie extractive africaine

- La remise en cause de l'hégémonie occidentale sur le plan politique et économique par le regroupement BRIC afin de renforcer désormais leur rôle dans le commerce mondial, l'investissement, les finances et la gouvernance mondiale;
- La diversification du système mondial monétaire née du 6^{ème} Sommet des BRIC de 2014 au Brésil (signature de l'accord de \$ 100 milliards US/Bank Chinoise de Développement, Export-Import Bank of China (China EXIM Bank)).
- Le besoin d'approvisionnement croissant de la Chine en matières premières dont la bauxite/aluminium avec une demande estimée à plus de 29 millions de tonnes en 2015, soit une hausse de 8,7 % par rapport à 2014.
- Une perspective à la consolidation de la position du continent dans le captage des investissements étrangers (enquête du Cabinet E&Y en 2013 auprès de plus de 500 chefs d'entreprises à propos de leur opinion sur le potentiel du marché africain, 86 % des répondants qui ont une présence établie sur le continent pensent que l'attractivité de l'Afrique en tant que lieu pour faire des affaires continuera à augmenter, et ont classé l'Afrique seconde destination d'investissement la plus attractive après l'Asie

4- Etude de cas des investissements miniers: puissances émergentes dans le secteur minier guinéen

**DU RAPPORT ENDA CACID INTITULÉ ÉVALUATION DE LA PRESENCE BRIC DANS
L'INDUSTRIE EXTRACTIVE EN GUINÉE**

TABLEAU DES SOCIETES BRICS DANS LE SECTEUR MINIER GUINEEN

| Société/ Projets Miniers | Produits Miniers | Site Minier (Préfecture) | Production annuelle | Échéance | Emplois Exploitation | Investissement (USD) |
|-----------------------------|----------------------------|---|-----------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|
| Henan Chine | Bauxite-Alumine | Téléélé- Boké (Basse Guinée) | 10 Mt Bauxite/3Mt Alumine | 2019 | 3 500 | 7 milliards |
| CPI | Bauxite-Alumine | Boffa (Basse Guinée) | 10 Mt Bauxite/A | 2019 | 3500 | 6 milliards |
| Dian-Dian | Bauxite-Alumine | Boké (Basse Guinée) | 15 Mt bauxites/ 2,8 Mt Alumine | 2017 | 2500 | 4 milliards |
| SMB-WAP | Bauxite | Boké (Basse Guinée) | 5 Mt bauxite | - | 3000 | 129 millions |
| Rusal | Alumine | Fria (Basse Guinée) | 600 à 700 t | 2025 En Arrêt (2012) | - | - |
| FGM.SA | Fer-Bauxite- Diamant-Or | Forécariah (Basse Guinée) | 10 Mt de Fer | En arrêt (2014) | - | - |
| Vale | Fer | N'zérékoré-Kérouané (Guinée Forestière) | 50 Mt | - | - | 5 milliards |
| SMD | Or | Dinguiraye - Siguiiri (Haute Guinée) | 2,7 à 3 t d'or | 2024 | - | - |
| Chinalco | Fer | Beyla (Guinée Forestière) | 70 Mt de fer | - | - | 1,35 milliards |

Quels effets directs pour le pays

- Des investissements réalisés en 2008, la part du secteur dans le PIB s'est située à 15,8% contre 14,5% en 2007 (amélioration de la croissance du pays);
- Durant le premier trimestre 2015, les exportations du pays en produits minéraux vers la Chine et l'Inde, ont été respectivement estimées à **6 106 014 USD** et **5 145 709 USD**;
- La transformation sur place, des ressources minières exploitées, envisagé par certaines sociétés telle que CPI pourraient booster l'économie guinéenne en renforçant les échanges commerciaux entre le pays et le reste du monde et son industrialisation;
- Sur environ une dizaine de projets miniers en Guinée impliquant les principaux pays du BRIC, au moins 3 à 4 ont des composantes **raffinage de bauxite et infrastructures (ports, chemins de fer, énergie, bâtiments administratifs,...)**.

5- Les enseignements à tirer de la forte libéralisation des investissements dans le secteur minier à prendre en compte dans le processus ZLEC

Certes, des gros investissements dans le secteur minier d'un pays conduisent à l'amélioration de la croissance économique, mais souvent celle-ci n'est ni réelle et durable, ceci en raison du caractère irréversible des ressources d'une et d'autre la nature volatile des prix des matières premières.

Illustration: la chute actuelle du prix du pétrole et son impact sur les pays producteurs

Cas de l'Angola:

Avant la chute des prix du baril

- 48 % du PIB;
- 90 % des exportations;
- 70 % des recettes fiscales de l'Etat;

Pendant la crise des prix du baril

- Réduction du budget national de à 17%;
- Ralentissement de la croissance du PIB (3,8 % en 2015 contre 4,5 % en 2014);
- Suspension temporairement des remboursements de la dette extérieure;
- Gèle jusqu'à nouvel ordre, des transferts de capitaux vers l'étranger et l'importation de marchandises à commencer par des biens de consommation produits à l'étranger, notamment les produits agroalimentaires, or l'Angola ne produit que 60 % de ses besoins
- **Dans la presse:**
 - ▶ “Chute du prix du pétrole : l'Angola au bord de la crise de nerfs”
 - ▶ “Tsunami économique en Angola”
 - ▶ “Adieu Angola”.

2- L'attraction par les Etats et la propension des investissements dans le secteur minier africain comme dans d'autres secteurs économiques doivent être une réponse efficace à la vision et aux besoins de développement des pays et du continent.

- Définir clairement l'objectif sous-tendant l'exploitation minière ainsi que son rôle et sa place, en vue de déterminer ses liens avec les autres secteurs économiques (agriculture, infrastructures énergétique, ferroviaire, portuaires) et le secteur privé national.

Illustration: Le méga projet minier Rio Tinto SIMFER

Le projet d'exploitation du fer de Simandou, situé dans la partie Sud-Est de la Guinée, aux grands enjeux financiers, économiques et sociaux:

- 3 composantes majeures: *la mine, **le port, le chemin de fer d'une longueur de 670 Km (transguinéen à multi-usages)***;
- *le plus grand investissement minier du pays (20 milliards de Dollars US, soit 50 fois le budget de la Guinée) ;*
- *100 000 emplois/45 000 emplois (selon le cadre d'Investissement signé en Juin 2014 à Paris entre le promoteur du projet et l'Etat guinéen conclu pour une durée de 25 ans.*

thank you for your attention

Question ?